

Unité départementale de l'Eure
2, rue Saint Sever
Cité administrative
BP 86002 – Cedex
76032 Rouen

Rouen , le 14/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RECYCLAGE FMC

Zone Industrielle Saint Ulfran

27500 PONT-AUDEMER

Références : UBDEO.2022.03.95.ERC.AB

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/03/2022 dans l'établissement RECYCLAGE FMC implanté Route de Saint-Paul, zone artisanale de saint ulfran , 27500 PONT-AUDEMER. L'inspection a été annoncée le 11/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La finalité de cette inspection était d'identifier, après la liquidation judiciaire et, par conséquent, l'arrêt de l'activité, si d'une part les mesures de mise en sécurité étaient suffisantes et, d'autre part, si des mesures « urgentes » étaient à prendre et de vérifier le respect de l'article premier de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 octobre 2021.

Pour rappel, par jugement du 24 juin 2021, le tribunal de commerce avait prononcé la liquidation judiciaire avec poursuite d'activité de la SAS Recyclage FMC, Route de Saint-Paul, zone artisanale de saint ulfran à Pont Audemer est nommé la SCP MANDATEAM, en la personne de Maître DIESBECQ en qualité de liquidateur judiciaire.

Par courrier du 9 décembre 2021, SCP MANDATEAM a informé l'inspection des installations classées du jugement du tribunal de commerce du 2 décembre 2021 prononçant la liquidation judiciaire avec cessation d'activité de la SA Recyclage FMC, Route de Saint Paul, zone artisanale de saint ulfran à Pont Audemer au 6 décembre 2021.

Dans ce même courrier, la liquidation judiciaire indique ne pas être propriétaire du site et informe que celui-ci appartient à la SCI du Vieux Grenet dont la gérance est assurée par Monsieur SIX Jean Claude. Elle l'invite à mettre en sécurité le site.

Maître DIESBECQ, en qualité de liquidateur judiciaire est bien légalement responsable de la procédure de cessation d'activité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RECYCLAGE FMC
- Zone artisanale Saint Ulfran 27500 PONT-AUDEMER
- Code AIOT dans GUN : 0005800828
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société FMC recyclage exploitait un établissement de récupération de métaux et de transit de déchets industriels banaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de la mise en demeure du 18 octobre 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Suivi de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 18/10/2021, article 1	Inspection du 21 septembre 2021 découlant sur une mise en demeure	Consignation

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation est inchangée depuis la dernière visite, bien que l'exploitant est retiré quelques déchets. Le site présente au niveau environnemental des risques d'incendie, de pollution du sol et des eaux souterraines. Des risques de chutes et de noyade ont également été identifiés par l'inspection car la clôture de l'exploitant laisse apparaître des intrusions possibles sur le site.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Suivi de la mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/10/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions de la mise en demeure
<p>Prescription contrôlée : Respect des prescriptions de l'article premier de la mise en demeure du 18 octobre 2021. L'article sus-cité astreint à respecter les articles 5.1.6 alinéa 1, 5.1.1 et 6.11 de l'arrêté préfectoral du 27/11/1998 et l'article 2 et 4 alinéa 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/10/2013.</p>
<p>Constats : Les constats réalisés lors de la visite du 1er mars 2022, ont permis de contrôler qu'une petite partie des déchets présents sur le site lors de l'inspection du 21 septembre 2021 ont été évacuée. 1-Néanmoins des déchets subsistent, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un tas de DIB normaux : quantité estimée à 600 tonnes • un tas de bois : quantité estimée à 100 m³ • un tas de verre : quantité estimée à 0,3 tonne • un tas de pneu : quantité estimée à 2m³ • un tas de cartons : quantité estimée à 1,5 m³, • un tas de gravats : quantité estimée à 90 m³, • un tas de tapis (caoutchouc) : quantité estimée à 20 m³, • des déchets éparpillés a même le sol. <p>2 Bungalows sont restés sur le site ainsi qu'un pont bascule. Maître DIESBECQ indique qu'il s'agirait des anciens bureaux du site. Les déchets restant sur le site sont non valorisables. Toutefois ces déchets peuvent présenter un risque d'incendie et de pollution du milieu, car ils ne sont pas sur une dalle étanche raccordée à un système de traitement.</p> <p>L'exploitant est toujours au-dessus des seuils autorisés par son arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation du 21 octobre 2013 pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la rubrique 2716-2 à déclaration : Installation de transit regroupement et de tri de déchets industriel banaux autres que ceux visés à la rubrique 2714. Le volume autorisé par l'APC du 21/10/2013 est de 92 tonnes or les inspecteurs ont estimés une quantité de 600 tonnes. - la rubrique 2714 à déclaration : Installation de transit de déchets de bois, cartons, matières plastiques, pneumatiques. Le volume autorisé par l'APC du 21/10/2013 pour les déchets bois est de 80 m³ or les inspecteurs ont estimés la quantité de 100m³. <p>2- La surface de la dalle béton se situant sous les déchets est toujours inférieure à la quantité de déchets reçus. Cette dalle n'a jamais été raccordée au déshuileur-débourbeur. De même, d'autres déchets non dangereux ne se situent pas au-dessus de dalle béton. L'absence d'aires étanches et la présence d'aire étanche non raccordée à un système de traitement impliquent que les eaux météorites ne sont pas collectées afin d'être dirigées vers des dispositifs de traitement. Ces eaux potentiellement polluées s'infiltrent directement et sont donc susceptibles d'entraîner une pollution des sols et des eaux souterraines.</p> <p>3- Lors de la visite, il est précisé à l'inspection que le debourbeur-deshuileur n'a toujours pas été nettoyé. Les tampons des ouvrages sont ouverts, d'autres absents. Cet ouvrage doit être mis en sécurité le plus rapidement possible pour éviter un risque de chute et/ou de noyade.</p> <p>4- La clôture n'est toujours pas présente sur la totalité du pourtour du site (absence de panneau de clôture et clôture cassée à plusieurs endroits), laissant apparaître des intrusions possibles sur le site. Le formulaire « installation classée – état du site » transmis par courrier par Maître DIESBECQ relève des traces d'intrusions et de squats ainsi que quelques vols et dégradations sur le site.</p> <p>5- De nombreuses traces de pollutions sont visibles sur le sol (hydrocarbures, ...) pouvant entraîner une pollution des sols et des eaux souterraines.</p> <p>L'article premier de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 octobre 2021 ne peut pas être levé. Les mesures prises par l'exploitant sont insuffisantes pour lever les écarts réglementaires. L'inspection propose une consignation de somme.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Consignation

Annexe 1 : Planche photographique



Tas de déchets industriels banaux



Déchets éparpillés



Clôture cassée



Tas de déchets



Tampons du séparateur ouverts et tampon absent du regard



Tas de déchets industriels banaux